

Berne, le 3 Mars 1919.

111 47

Monsieur le Ministre,

La situation en Allemagne est si inquiétante que nous avons, samedi, d'accord avec la Délégation des Affaires Étrangères, fait venir les représentants des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie pour leur en parler. Au même temps, nous chargeons nos représentants à Washington, à Paris, à Londres et à Rome de faire une démarche analogue. *

Nous avons en effet recueilli des informations, de sources très autorisées, que nous allons vous répéter, en les divisant, selon nos informateurs, en deux catégories.

1°) Il règne à Munich une anarchie absolue et la situation y est désespérée si l'on cherche le remède à l'intérieur. Seule l'Intente pourrait amener une amélioration si elle était parvenue des vivres aux centres organisés qui existent encore, c'est-à-dire aux gouvernements Hert-Scheidemann et à ceux de Murtensberg et de Kude: on montrerait ainsi aux partis désorganisés de l'Empire que leur révolution anarchiste les condamnait à mourir de faim, mais ce serait le tout dernier moment pour agir.

C'est en Bavière que la situation est la plus mauvaise, bien qu'en Bavière les choses ne marchent pas non plus. Les paysans bavarois, toujours très radicaux, se sont ralliés aux anarchistes surtout, croit-on, pour recevoir des armes. C'est

* La Suisse ne demande rien et ne souffre rien. C'est parce que nous sommes le pays le plus directement menacé que nous avons cru nécessaire d'appeler l'attention de l'Assemblée sur la gravité de la situation.



feront-ils ? - Les bourgeois sont absolument apathiques, ne résistent pas et ne songent pas à établir une contre-organisation. Ce qui, dans toute l'Allemagne décourage les masses est le sentiment que l'Entente ne relève pas un doigt pour les aider à lutter contre les révolutionnaires.

D'autre part, les anarchistes ont énormément d'argent qu'ils reçoivent de Russie: on mentionne 500 millions de roubles par jour, sans parler des marks qui arrivent aussi.

Les bolchéviks n'agissent pas seulement par leur argent mais aussi par leur armée en Prusse orientale.

3°. Notre second informateur est plus découragé encore: en Allemagne, c'est le triomphe du mensonge après la défaite: le peuple a mal voté en envoyant au pouvoir le gouvernement actuel, mais l'Entente a tort de l'en châtier, car le peuple est réduit au désespoir. Il ne se rend pas compte de sa responsabilité, il ne sait pas se défendre, il ne sait pas organiser des gardes civiques. Les hommes qui luttent contre les majoritaires deviennent des Spartakiens, des Kops et s'écrient: 'Partout ce sont les gouvernements qui veulent la ruine des peuples! tout est mensonge! prenez le drapeau rouge, brandissez-le et toute l'Europe suivra'.

Ils tolèrent les ordres d'un LeVine qui déclare ouvertement de nequer de l'Allemagne et ne travailler que pour la révolution russe.

Le peuple est fatigué, il ne réagit pas, pas plus que le peuple français fatigué lui aussi ne réagit contre son gouvernement. Il n'y a que le gouvernement de Weimar qui s'occupe de l'armistice et de la paix. Ni le peuple, ni les anarchistes n'y prennent le moindre intérêt: qu'ils viennent, dit-on, qu'ils occupent, que nous importe! Wilson même n'excite plus en Allemagne ni sympathie ni opposition; on ne s'intéresse plus à rien, à rien du tout!

Personne n'a plus de troupes sûres en Allemagne, sauf peut-être Boeko. Les troupes françaises ne paraissent pas vouloir maintenir l'ordre en Allemagne, elles sont indifférentes

à ce qui s'y passe et l'on dit qu'elles ne veulent plus marcher dans le Palatinat.

Sur les événements de Munich, qui sont les plus typiques, notre interlocuteur nous donne les renseignements suivants: Eisner, qui avait des mérites, manquait de clarté: c'était un bolchévik qui ne voulait pas verser du sang, un démolisseur doux. Il a fait la révolution avec 7 hommes et 300 soldats, mais n'a pas pris une position franche et honnête. Par son compromis avec les majoritaires, il a provoqué un mauvais vote de la population. Lui-même acceptait les majoritaires, mais ne travaillait pas avec eux. Ayant perdu toute popularité, il décida de réunir les conseils d'ouvriers et de soldats, qui étaient presque oubliés. Les notables se sont laissés guider par les anarchistes, qui ont été plus loins qu'Eisner ne l'aurait voulu: désormais, personne n'était plus en sûreté à Munich. Eisner se rendit au Landtag sous une forte protection; il projetait une brusque et soudaine intervention armée à la Bonaparte; tout était combiné lorsqu'il fut assassiné. Ses hommes coururent alors au Landtag pour y tuer les ministres majoritaires: Jaffe et Unterleitner étaient en sûreté; Jaffe est un homme sans convictions qui fait tout ce qu'on veut en souriant, Unterleitner ne sait pas lire ou à peine. Pendant que le Landtag s'échappait en sautant dans la rue par les fenêtres, les anarchistes excitaient la population et formaient un conseil d'anarchistes, de communistes et d'indépendants, qui proclama le Soviet sans nomination de Ministres. Mardi 25 Février ont commencé les meetings du pays, qui doivent confirmer ce Soviet. Il était très difficile de se faufiler dans ces réunions, où des anarchistes seuls ont parlé. Personne en Bavière n'a plus le droit d'exprimer son opinion ni de porter des armes, sauf le prolétariat. Les soldats démobilisés sont de vrais sauvages. Le régime des cuisines uniques et des distributions a été introduit. La dette de guerre et l'administration de la Justice sont supprimées.

Le Soviet de Munich ne laisse plus pénétrer de nouvelles de Berlin; les Berlinais sont ses ennemis et les hommes de Halle ses amis. La presse est supprimée et il ne paraît que des

+ On nous dit que si M. Mehlton n'a pas accepté le portefeuille des Affaires Étrangères, c'est qu'on ne lui offrait pas une participation au Gouvernement: on lui ordonnait seulement de servir de porte-parole à ceux qui abiment, c'est à grand'peine qu'il a réussi à s'échapper pour regagner la Suisse.

Quant à une action de l'Entente, elle serait désormais inutile pour sauver la situation. On ne peut plus que tenter d'enrayer le mal, de l'empêcher de se répandre, de diminuer la contagion.

+ Si l'Entente avait fait, il y a trois mois, ce qu'elle paraît prête à faire maintenant, elle aurait pu empêcher la destruction de l'Allemagne. Alors, un geste aurait suffi pour rétablir la foi dans la solidarité. Maintenant, c'est trop tard pour tous les centres infectés. En Bavière, la situation est irrémédiablement perdue dans les villes. Il ne faut pas se faire d'illusions: la contagion est terrible, c'est le "finale" de la guerre. Tout ce qu'on peut essayer, c'est d'encourager les régions non contaminées, pour qu'elles deviennent un centre d'attraction. Comme ravitaillement, ce qui, psychologiquement, entre tout d'abord en ligne de compte, c'est le café, dont la pénurie absolue déprime les masses. Il faudrait aussi du drap, pour pouvoir habiller en civile les soldats démobilisés, sans quoi le chaos subsiste. Notre interlocuteur tire de la situation la morale suivante: Pour éviter qu'après la défaite de l'armée les violents ne s'emparent du pouvoir, désarmez tout le monde ou armez tout le monde. Si une classe se saisit des armes, vous êtes perdus.

+ La gravité du péril bolchévique nous est confirmée par des renseignements privés, d'où il résulte qu'à Mannheim deux rassemblements ont été pillés par les Spartaciens. Sur la place du Château, les troupes françaises suraient fusillé 200 soldats français coupables de fraternisation avec les Spartaciens. Les troupes françaises ont évacué Mannheim et n'ont laissé à Ludwigshafen que des troupes coloniales, en barrières complètement le trafic à travers le

Rhin. Dans l'Allemagne du Sud, on raconte que les Spartaciens sont prêts à fournir à leurs coreligionnaires en Suisse une assistance à main armée.

Il circule un bruit d'après lequel K. Blatten aurait disparu en Allemagne. On a même prétendu qu'il aurait été assassiné par les capitalistes. Nous sommes sans renseignements sur ces mouvements. On nous dit encore que ce ne sont pas les autorités badoises qui avaient proclamé l'état de siège, mais bien ces Messieurs les Spartaciens de Mannheim qui se croyaient déjà maîtres de leur affaire. Cela expliquerait la rapide suspension de cet état de siège.

On raconte à Berlin que les relations entre les Anglais et les Français dans les territoires occupés sont si tendues qu'on se tire les uns sur les autres et que l'on a dû créer une zone neutre d'un kilomètre.

Nous n'avons pas de nouvelles informations à vous donner sur la situation à Halle et en Saxe, au sujet de laquelle les journaux vous tiennent informés. Il est certain que les mouvements Spartaciens s'exécutent sous une direction systématique. Dès qu'une révolte est démasquée quelque part, elle surgit ailleurs à nouveau. Les chefs de Spartacus changent souvent leur quartier général et entretiennent soigneusement l'agitation, qui gagne partout. Les élections communales de Berlin ont tourné au profit des indépendants. La bolchévisation de l'Allemagne est un péril toujours plus proche.

On nous informe que la Conférence de Paris semble résolue à pousser ses travaux. Il paraît assuré que des décisions importantes interviendront avant le 17 mars, date à laquelle doit être conclu un armistice définitif, avec clauses militaires, économiques, financières et territoriales qui, sans prendre le nom de "préliminaires de paix", contiendra cependant l'essentiel de ce qui doit être incorporé au traité de paix.

Nous vous avons déjà touché quelques mots du désir de la Belgique de voir le siège de la Société des Nations à Bruxelles. Nous avons, sur ce sujet, reçu quelques renseignements qui vous intéresseront:

Le projet de Ligue des Nations élaboré par le président Wilson et soumis au moment de son départ à la Conférence des représentants des grandes Puissances alliées à Paris n'a provoqué que peu de commentaires en Belgique et a été accueilli avec une indifférence complète. Seule la presse socialiste l'a salué en termes très approbateurs mais elle n'a pu faire de ce projet l'objet d'une examen ou d'une discussion. On se réserve sans doute pour l'avenir, puisque ce projet ne constitue qu'une première étape dans l'élaboration de statuts du monde et qu'il est destiné à être longuement revu, commenté, complété et amendé, même au sein de la conférence alliée. Cette absence de réaction explique pourquoi le dépôt des divers textes élaborés dans le même but par la commission consultative du Conseil Fédéral et qui avait été communiqué au Gouvernement belge, n'a également jusqu'ici provoqué aucun commentaire dans les cercles officiels qui en ont eu connaissance. Quelques Belges ne sont étonnés que la Confédération parût envisager comme possible son entrée dans la société des nations avec le maintien intégral de sa neutralité, surtout lorsqu'il s'agira de participer aux sanctions contre les violations du pacte de la Société des Nations.

Mais si le projet lui-même n'a pas attiré l'attention, la question du siège de la Société commence à être discutée avec une certaine passion. Cela a débuté il y a 15 jours déjà sur la nouvelle erronée que le projet Wilson fixait à la Haye l'établissement du Conseil permanent directeur et il n'en a pas fallu plus pour susciter une opposition très violente à ce dernier. Les conférences de la Haye, e-t-on dit, rappellent de fâcheuses expériences. Elles ont été impuissantes à défendre le droit outragé et à protéger les nations faibles. En outre la Hollande n'a rien fait pour provoquer depuis quatre ans le triomphe des idées Wilson dans la voie de l'établissement d'une paix durable; et là-dessus, l'occasion a été toute trouvée de re-

venir sur certains incidents qui tiennent, quoi qu'en dise, particulièrement au cœur des Belges, la fermeture de l'Escaut à la flotte anglaise lors du siège d'Anvers, le transit des graviers, dont la destination à des buts exclusivement militaires en Belgique ne fait plus de doute aujourd'hui à Bruxelles, la retraite accordée aux troupes allemandes à travers le Limbourg. Aujourd'hui, le projet publié de la Ligue des Nations ne précisant pas la localité qui recevra l'organe directeur de la Ligue, on ne parle plus de La Haye mais on continue à défendre avec insistance et dans tous les milieux le choix de Bruxelles. Il y a huit jours l'ancien Ministre français Viviani, parlant en public à Mons, y a fait une allusion très nette et par son éloquence très vibrante a encouragé tous les espoirs. Une Union des associations internationales qui grouperait 230 organismes internationaux et qui a son siège à Bruxelles réclame pour Bruxelles cet honneur. Ce serait, dit-elle, une réparation éclatante de l'injustice qui a été commise envers elle. Petite nation, elle présentera toutes les garanties nécessaires d'impartialité et elle a prouvé qu'elle savait être fidèle aux traités internationaux. Le centre de la Société des Nations doit être placé dans un pays de grande activité générale favorable à l'élosion des rapports économiques et intellectuels entre les nations de la Ligue, enfin Bruxelles a déjà été choisie comme siège de plusieurs grandes organisations mondiales, de cent onze associations internationales.

Vous savez que le Gouvernement des Pays-Bas vient adressé à la Belgique une note pour lui demander des explications au sujet de ses intentions, formulées à Paris par son représentant Monsieur Ryman. Il paraîtrait qu'on a été assez surpris à Bruxelles, et plutôt péniblement, dans les cercles officiels, par cette démarche et par sa forme assez rude. Cela au moment où les représentants qualifiés de la Belgique ont insisté à plusieurs reprises sur leur ferme désir de régler à l'amiable directement avec les Pays-Bas les questions délicates qui les séparent. Le traité de 1839 sur la neutralité de la Belgique est devenu caduc, il exige une révision. La Belgique est prête à convier la Hollande à la conférence qui discutera le nouveau statut, bien que la Hollande

n'ait pas participé au traité de 1839. Elle croit donc faire preuve d'un grand désir de conciliation. Or, la modération des semaines précédentes cède maintenant le pas à des polémiques de presse assez vives, surtout dans les journaux de droite. Les socialistes, eux, tout en réclamant nettement la libre navigation de l'Escaut, se montrent opposés à toute cession territoriale obtenue par la violence. Ils n'admettraient une rectification de frontière en Flandre Néerlandaise et dans le Limbourg que si la population y consentait par un vœu librement exprimé.

Si elle n'obtient pas cette garantie ou d'autres, la Belgique conservera toujours de grandes inquiétudes pour la sûreté de sa frontière, telle qu'elle existe aujourd'hui et réclamera des modifications.

Dans ces circonstances, on n'a pas appris sans étonnement que le Roi Albert avait choisi précisément ces conjonctures pour conférer au Ministre des Pays-Bas à Bruxelles, Monsieur Van Vollenhoven, la plaque de Grand Officier de l'Ordre de la Couronne, décoration qui n'est généralement accordée aux diplomates qu'au moment de leur départ. En outre, le grade est supérieur à celui habituellement décerné. Faut-il voir dans ce fait une manifestation bien arrêtée de la volonté du Souverain et du Gouvernement d'affermir les relations officielles entre les deux pays, au moment où des divergences profondes semblent les séparer. Cela paraît assez probable.

Pour en revenir à la question de l'Escaut, un des délégués techniques à la Conférence de Paris, Monsieur Coppiekers, sénateur de Gand, a donné des indications peu connues sur la situation actuelle et surtout sur la question du canal de Terneuzen reliant Gand à l'Escaut. A l'entendre, la Hollande s'est toujours refusée à accorder des améliorations pour le balisage, le pilotage, le dragage de l'Escaut, demandées par la Belgique, autorisations qui sont nécessaires d'après le traité de 1839, alors que la Belgique doit supporter tous les frais des travaux. Ceci par crainte d'augmenter le trafic du port d'Anvers. Lorsqu'un bateau s'échoue sur l'Escaut, les Belges n'ont pas le droit d'enlever les épaves

sans l'autorisation de la Hollande. Le canal de Terneuzen est partagé en deux sections, l'une de 17 kilomètres en territoire belge, l'autre de quinze kilomètres en territoire hollandais, dont les profondeurs et les largeurs ne correspondent pas. Sur territoire hollandais, les ponts sont trop étroits, la vitesse des bateaux insuffisante; l'écluse de Terneuzen débouchant dans l'Escaut n'a que 18 mètres de largeur, alors que celles d'Anvers ont vingt-six mètres, celles d'Ostende vingt m. Les Belges ont dépensé 20 millions à Terneuzen, quarante millions sur le canal, et ils ne retirent pas de profit de ces sacrifices; faute d'éclairage sur territoire hollandais, la navigation de nuit est impossible. En résumé, le sénateur de Gand, sans préjuger de la question territoriale, réclame la libre navigation disposition de l'eau.

La situation économique du pays a donné lieu à un nouveau et important débat à la Chambre des Représentants, au cours duquel Monsieur Wauters, Ministre du Ravitaillement, a cité des chiffres abondants et particulièrement suggestifs pour apprécier l'œuvre du Ministère. Quand le contrôleur des vivres, M. Hoover, vint le 26 novembre à Bruxelles, on avait 500 grammes de pain; le premier décembre, on eut 400 gr. puis 450 gr. le 15 décembre. Le prix fut abaissé de 90 cts. à 80 cts. On avait 300 gr. de graisse, on eut 500 gr. et bientôt 750 gr. Le prix des féculents a été abaissé de 2 fr. à 1,80 fr. puis à 1,50 fr. Monsieur Wauters s'est élevé avec force contre les agissements de la classe paysanne, qui se refuse à déclarer les réserves de céréales. "J'appartiens par toutes mes fibres à la classe agricole, a-t-il dit, mais j'ai été honteux de la conduite des cultivateurs pendant la guerre. Il nous manque 50 à 70 mille tonnes d'avoine pour attendre la récolte prochaine. La question des vêtements est aussi grave que celle de l'alimentation. Le Ministre du Ravitaillement a acheté aux Etats-Unis 1 million de paires de chaussures, 500.000 paires de chaussettes, 300.000 combinaisons, 150.000 couvertures. En outre, le Comité National fait exécuter 1.250.000 pièces pour hommes, 1.600.000 pièces pour femmes. Il a dans ses ateliers 100.000 kg. de laine à tricoter. Le chômage est sans doute terrible en Belgique, mais il existe en France en grande proportion. Bref, sans dissimuler

- 10 -

les déficits de la situation, Monsieur Vautors a démontré que la France et l'Angleterre subissaient un rationnement alimentaire peut-être plus rigoureux, qu'un travail énorme avait été obtenu depuis 3 mois et que les sélections continuelles n'étaient ni justifiées, ni dignes de la résistance du pays les années précédentes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.